

**L'hon. Jean-Pierre Côté (ministre du Revenu national):** Notre ministère est toujours disposé à étudier les cas particuliers. Si un individu s'adressait au Directeur régional, je suis sûr qu'on pourrait en arriver à une entente.

**M. Skoberg:** Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. A cause de cette pénurie et du fait qu'il semble qu'on ne puisse y remédier sous peu, le ministre accepterait-il des céréales au lieu d'argent comptant pour payer l'impôt sur le revenu?

**L'hon. M. Côté:** Oui, monsieur l'Orateur, si le député est prêt à les pelleter.

### LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

#### LA BAIE DE PLAISANCE (T.-N.)—LA DÉCLARATION SUR LA POLLUTION

**Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway):** Le ministre des Pêches étant absent, je voudrais prier le ministre suppléant de lui signaler que le 20 mai, comme en fait foi la page 8828 du hansard, il avait parlé de faire une déclaration dans moins de dix jours sur toute la question de la pollution des eaux dans la baie de Plaisance. Quand fera-t-il cette déclaration?

**M. Eugene F. Whelan (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches):** J'exhorte la représentante à la patience. Je crois que le ministre va se rendre préalablement sur les lieux.

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

#### LA NÉGOCIATION KENNEDY—LES CONCESSIONS TARIFAIRES ACCÉLÉRÉES PAR D'AUTRES PAYS—LES IMPORTATIONS DE POMMES DE TERRE

**L'hon. J. A. MacLean (Malpègue):** Ma question s'adresse au ministre des Finances. Peut-il nous dire si son ministère ou le gouvernement s'entretient avec nos principaux partenaires commerciaux en vue d'obtenir d'eux qu'ils accélèrent l'application des concessions tarifaires correspondant à celles qui ont été annoncées dans l'exposé budgétaire, compte tenu de ce que les divers producteurs agricoles canadiens, surtout ceux de pommes de terre, ont absolument besoin de s'introduire plus facilement sur les marchés américains?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Comme je l'ai dit lors de l'exposé budgétaire, monsieur l'Orateur, les réductions tarifaires ont pour objet fondamental de réduire les

coûts au Canada; nous n'avons donc pas consulté nos partenaires commerciaux. Naturellement, nous serions heureux de les voir appliquer plus rapidement les dispositions de la négociation Kennedy; ce serait, à mon avis, une excellente chose pour les marchés en général et l'ensemble du Canada.

**L'hon. M. MacLean:** En tout cas, le ministre voudrait-il prendre des mesures pour essayer d'améliorer les conditions d'entrée, sur le marché des États-Unis, des pommes de terre canadiennes puisque nos importations de cette denrée dépassent nos exportations?

**L'hon. M. Benson:** Monsieur l'Orateur, nous ne cessons de demander instamment, parfois avec succès, qu'on améliore les conditions d'entrée de certains de nos produits aux États-Unis et sur les autres marchés. Nous y songeons toujours et, chaque fois que nous avons des discussions avec nos homologues des États-Unis et des autres pays, mes fonctionnaires demandent qu'on libéralise les échanges dans le monde entier. En fait, beaucoup de nos...

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre des Finances admet-il que cette réduction unilatérale de la part du Canada offre à notre pays une occasion de négocier des réductions de tarif douanier? Cela ne vous offre-t-il pas une occasion unique...

**M. l'Orateur:** Si j'ai interrompu le ministre tout à l'heure, car un débat me semblait s'engager. Je signale à l'honorable chef de l'opposition que nous allons le poursuivre, ce débat, si je permets au ministre de répondre à la question supplémentaire.

#### LES FRAISES—LE MAINTIEN DES DROITS À L'IMPORTATION

**M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il s'agit du maintien tout au long de 1969 du tarif des fraises, qu'on a d'abord proposé au ministre du Revenu national et ensuite au ministre de l'Agriculture. Le ministre des Finances a-t-il aujourd'hui des renseignements à ce sujet?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, le député m'a saisi de la question en privé, il y a un jour ou deux. J'ai demandé des renseignements et j'attends aujourd'hui un rapport. Je vais m'informer de nouveau, car je ne connais pas la situation.